



EDF & GDF

OUVERTURE DU CAPITAL

Les conséquences !

Partout en Europe les libéraux privatisent les services publics, alors qu'ils ne parviennent plus à dissimuler les catastrophes économiques et sociales qui en découlent. La faillite du chemin de fer britannique ainsi que celle d'ENRON, entre autres, sont symptomatiques de ce désastre avec son lot de conséquences pour les populations. En France que dire des malheurs incommensurables de France Télécom et de Vivendi.

Un projet de loi transformant le statut d'EDF d'établissement public à caractère industriel et commercial en société anonyme est en préparation pour une prochaine session parlementaire (initialement prévue pour la rentrée et reportée en début d'année 2004).

Le capital d'EDF serait alors ouvert au privé, qui viendra s'engraisser sur ce qui reste du secteur public. Les usagers particuliers et les professionnels modestes paieront de fait plus cher leur énergie ce qui permettra d'offrir des tarifs privilégiés aux gros consommateurs seuls capables de tirer profit de la concurrence. C'est ce qui s'est produit partout où l'électricité a été libéralisée.

La rentabilité à court terme affaiblira l'investissement, la sécurité d'approvisionnement et l'indépendance nationale.

Des décisions ont été prises dans la discrétion la plus totale ; les villes de Paris et Lyon (villes gérées par le Parti Socialiste) ont vendu à Suez (lyonnaise des eaux) les 30% du capital de la CNR (Compagnie Nationale du Rhône, qui est propriétaire des barrages électriques sur le Rhône) qu'elles détenaient : une fois de plus, pour le Parti Socialiste, c'est vérité au pouvoir (rappelons-nous le sommet européen de Barcelone il y a un an !) et mensonge dans l'opposition (comment croire à son discours contre la privatisation après les décisions des maires de Paris et de Lyon ?)

Si ce processus de libéralisation, irréversible, et grave de conséquences pour l'avenir, n'est pas stoppé, il est à craindre qu'EDF comme GDF privatisé, ce sera une rentabilité maximum recherchée pour les actionnaires (*L'eau en est l'exemple flagrant*)

Avec comme conséquences :

- **Une fourniture de moindre qualité au profit de la rentabilité.**
(L'actualité des coupures d'électricité, USA, Canada, Italie, Espagne et Angleterre en est l'exemple le plus marquant).
- **De plus en plus de services payants notamment le dépannage 24/24** (depuis 3 ans +30% en Allemagne).
- **La fin de la péréquation tarifaire** (*fin de tarification identique, quel que soit le lieu de fourniture*).
- **L'emploi, l'environnement et la sécurité qui ne seront pas le souci premier des actionnaires.**
- **L'arrêt du développement nucléaire au profit des énergies fossiles** (*et donc d'avantage d'émission de CO²*).
- **Le retour de la dépendance énergétique vis à vis des Etats-Unis.**
(*Avec la mainmise des USA sur les ressources pétrolières, but inavoué de sa croisade en Irak*).
- **L'augmentation de nos impôts, du fait que l'Etat devra combler son manque à gagner.**
(*en 2003, l'Etat a prélevé 315 millions d'Euros sur le bénéfice 2002 d'EDF et 514 millions à GDF*).

Le peuple français est-il prêt à accepter de se priver de la maîtrise de ces derniers outils industriels performants qu'il a encore en sa possession ?

La performance de remise en état du réseau lors de la dernière tempête par un service privé, aurait-elle été la même ?

Allons nous continuer, à accepter de nous faire dicter notre avenir par des libéraux, qu'ils soient de droite comme de gauche, pour satisfaire les seuls intérêts d'un capitalisme effréné ?

L'Europe ne nous oblige pas à privatiser !
Le MRC se prononce pour le maintien du service public du Gaz et de l'Electricité, assuré par GDF et EDF.

Avec le MRC mobilisons nous pour :

- ✓ maintenir le service public pour la Nation et pour les Citoyens
- ✓ créer le pôle public de l'énergie dont la France a besoin par la fusion d'EDF-GDF

LIBERTE du peuple de décider de son avenir

EGALITE de traitement pour tous

FRATERNITE pour vivre et travailler ensemble

Avec le Mouvement Républicain et Citoyen et Jean-Pierre CHEVENEMENT

Affirmons la nécessité du maintien du service public de l'électricité et du gaz, exigeons la mise en œuvre **d'une autre politique de développement et d'investissement** pour le moderniser et lui donner les moyens de répondre aux besoins de la Nation et de l'Europe.

**Exigeons du gouvernement que les Français
soient consultés par voie de référendum
sur l'avenir du service public du gaz et de l'électricité
en application de l'article 11 de la Constitution.**

**Avec le Mouvement Républicain et Citoyen
et Jean-Pierre CHEVENEMENT ,
n'acceptons plus que l'on brade nos services publics
qui sont la colonne vertébrale de la nation.**

Mouvement Républicain et Citoyen L'OPPOSITION REPUBLICAINE

Je soutiens l'action du MRC, et je demande au gouvernement de consulter les Français par voie de referendum sur l'avenir du service public du gaz et de l'électricité en application de l'article 11 de la Constitution.

NOM : **Prénom** : **Profession** :

Adresse : CP : Ville :

N° tel : Portable :

Courriel :



Je souhaite recevoir des informations du MRC

MRC - 9 rue du Faubourg Poissonnière - 75009 Paris - Tel : 01 44 83 83 00 - Fax : 01 44 83 83 10

Site Internet : www.mrc-france.org

Edf octobre 2003

